



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

27 février - 5 mars 2021

Reprise d'activités: les autorités visitent les usines d'Ambatovy	3
Nosy-Be : « L'aéroport reste encore ouvert »	3
Eau et électricité - Ultimatum de la Jirama aux abonnés	3
DGI : Partenariat pour la formalisation des entreprises rurales	4
Basse Mahavavy : le réseau hydroagricole remis en état	4
Air Madagascar - Un énième report de la présentation du plan de redressement	4
Agriculture - Un riz à haut rendement à Behenjy	5
Crise sanitaire : Ambatovy apporte un appui aux PME	5
Madagascar - Union Européenne : Un nouveau programme de coopération en vue	5
Transports aériens - L'Adema revendique ses droits	6
Rio Tinto QMM : Vers le changement du régime fiscal	6
Budget - Des prévisions optimistes	6
Projet CASEF : Un financement de plus de 7,8 milliards Ar pour réhabiliter trois ponts	7
Campagne de vanille : 800 à 1.000 tonnes à vendre	7
Energie - Les prix du carburant restent figés	8
Redressement de la JIRAMA - « L'équilibre opérationnel ne sera pas atteint cette année » dicit le PCA	8
Régime fiscal spécial pour les agriculteurs - Des critères et barèmes à définir	9
Relance économique: le secteur minier est un atout, selon la Chambre des mines	9
Déception - Du gaz en plein nez	10
Selon la banque mondiale - La Jirama accuse une perte d'un milliard de dollars	10
Calendriers culturels: la téléphonie mobile déployée	11
Financements extérieurs - 70 % des emprunts contractés non décaissés en 2020	11
TIC : La taxation est un frein pour le secteur	11
Accidents de la route : Des pertes économiques estimées à 7,42% du PIB	12
"Tsenaben'ny Fizahantany": la deuxième édition du 10 au 12 mars	12
Fonds d'investissement Miarakap: Coup de pouce pour les PME	13
Filière Litchi - Le monopole réfuté par le groupement des exportateurs	13
Gestion de l'Hôtel 5 Étoiles : Dissolution de la société SEHI S.A	13
Reprise - L'industrie extractive à la relance	14
Carrière d'Ambokatra, Toamasina: premier site de production alimenté par une centrale hybride	14
Madagascar - Union européenne : Adoption du nouveau programme vers mi-juillet	15
Secteur pharmaceutique : Le volume d'importations de Madagascar à plus de 146,4 millions USD	15
Produits pétroliers: 718.987 m3 consommés en 2020	15
Les entreprises face à la crise sanitaire - Eddy Kapuku « La clé de la résilience repose sur la flexibilité »	16
Industrie de la beauté à Madagascar - Un nouveau filon pour les opérateurs	17
RN 9 : Une qualité irréprochable quatre ans après sa mise en service	17
Nouvelle loi bancaire: les principales innovations apportées	17
Augmentation du coût du transport de marchandises: le prix du fret s'envole, les marchands luttent	18

Reprise d'activités: les autorités visitent les usines d'Ambatovy

ARH | LES NOUVELLES | 27 FÉVRIER 2021

Ambatovy a enclenché le processus de relance des activités, depuis novembre 2020. La compagnie envisage de reprendre la production à partir du mois de mars. Une délégation ministérielle conduite par Fidiniavo Ravokatra, ministre des Mines et des ressources stratégiques (MMRS) a visité la mine de la compagnie à Moramanga, jeudi, et l'usine de Toamasina, hier.

La crise sanitaire continue de porter un coup dur à l'économie du pays. Chaque secteur d'activité amorce la reprise des activités, sans toutefois négliger les mesures d'accompagnement.

Lors de sa visite à Moramanga et Toamasina, de la délégation du ministère des Mines a pu constater que les préparatifs de la relance sont en bonne voie. Tous les équipements et le matériel font l'objet d'une révision. Loin d'un effet d'annonce, Ambatovy donne même un coup d'accélérateur pour pouvoir reprendre l'exploitation de nickel et de cobalt, d'ici peu. En effet, Madagascar est en train de reconstruire son économie suite à l'épidémie de coronavirus. Et non des moindres, la préparation du personnel au respect strict des mesures sanitaires est un point crucial pour assurer cette reprise.

Après avoir visité la mine de Moramanga, la délégation ministérielle a tenu une réunion avec les maires des communes bénéficiaires du projet Ambatovy de la région, notamment ceux qui perçoivent les ristournes.

Une empreinte financière de 325,6 millions de dollars

« L'impact potentiel de cette exploitation sur les populations et le développement des communautés, doit être pris en compte. C'est pourquoi nous avons engagé des discussions avec les maires », a expliqué le ministre tout en ajoutant qu'à mesure que le projet Ambatovy continue de s'étendre, « le développement de ces communes se poursuivra avec la vision du gouvernement ».

Lajournéed'hierétaitégalementuneoccasionpourladélégation du ministère des Mines de voir de près les préparations à la



production, au traitement et au conditionnement du nickel et du cobalt à l'usine de la compagnie à Toamasina. Ambatovy prévoit de produire 3000 tonnes de nickel et de cobalt durant le premier trimestre 2021. Cette production vise avant tout à honorer ses anciennes commandes.

En quelques chiffres, l'empreinte financière d'Ambatovy à Madagascar s'élève à 325,6 milliards de dollars. Le cobalt et le nickel représentent 26% des exportations de Madagascar en 2017. Et la compagnie a payé 43,4 millions de dollars d'impôts, taxes et redevance à l'Etat. La même année, plus de 450 Petites et moyennes entreprises (PME) et 3000 paysans ont travaillé avec la compagnie minière.

Nosy-Be : « L'aéroport reste encore ouvert »

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 FÉVRIER 2021

En dépit de la propagation de la Covid-19 à Nosy-Be, la destination phare des touristes, surtout internationaux, l'aéroport de Fascène, reste ouverte aux visiteurs étrangers, excepté l'embarquement des passagers en provenance des 44 pays figurant sur la liste rouge de l'Aviation Civile de Madagascar. Le ministre des Transports, du Tourisme et de la Météorologie, Joël Randriamandranto, l'a déclaré en marge

de la célébration du 30e anniversaire de la société ADEMA (Aéroports de Madagascar) hier à son siège à Ivato. « Toutefois, si jamais la population locale est en danger, la fermeture de cet aéroport serait envisageable », a-t-il poursuivi. Et pour en revenir à l'ADEMA, le ministre de tutelle a annoncé que des solutions sont en vue pour redresser la situation financière de cette société en commençant par les négociations

avec Ravalala Airports, concernant le paiement des redevances liées au transfert de gestion des aéroports de Nosy-Be et d'Ivato à ce consortium d'entreprises. En outre, « nous allons également chercher des partenaires techniques et financiers ou bien des partenaires d'exploitation dans le but d'améliorer les infrastructures aéroportuaires à Madagascar », selon ses dires.

Eau et électricité – Ultimatum de la Jirama aux abonnés

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 FÉVRIER 2021

Consternation parmi les clients de Jirama. En recevant une simple lettre dans laquelle il est mentionné : « Suite aux directives du président de la République, ci-dessous vos factures pour le mois de janvier et février. Vous devez vous acquitter du montant dix jours après réception de cette lettre et celle du mois de janvier au plus tard le 31 mars ». Cette pression psychologique et financière marque ainsi la fin du moratoire pour les dettes des abonnés, accordé durant la crise sanitaire de l'année dernière. Sans que les revenus des ménages aient connu une quelconque amélioration après la levée. Pire, la hausse des prix des denrées alimentaires de base a « alimenté » davantage la crise budgétaire dans chaque

foyer. Quelle « mouche » a piqué la Jirama pour s'en prendre à leurs « otages » ? Alors que diverses anomalies arithmétiques ont été signalées sur les réseaux sociaux sur ces envois de la Jirama. Par exemple, pour les mêmes consommations, une forte augmentation des sommes à payer est libellée sur le feuillet en question. Alors que beaucoup ont encore des arriérés de paiement à apurer sur plusieurs échéances lors de la première vague de la hausse au temps fort de la pandémie. Tout cela témoigne d'une certaine tension au niveau de la trésorerie de la Jirama qui a besoin de liquidités. Ses réformes structurelles sont au centre d'intérêt des bailleurs de fonds, toutes tendances confondues.

DGI : Partenariat pour la formalisation des entreprises rurales

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 27 FÉVRIER 2021

Le ministère de l'Economie et des finances continue, à travers ses démembrés, d'appuyer les initiatives pour la formalisation des petites entreprises informelles. La Direction générale des impôts vient de renouveler sa collaboration avec le cabinet NR Consult Fisc Mada et Sahanala SA. Il s'agit d'un accord tripartite destiné à la formalisation des petites entreprises rurales et des collecteurs des associations affiliées à Sahanala SA. L'objectif du partenariat étant de faciliter l'intégration des micro-entreprises rurales dans le système NIF Online et de leur délivrer rapidement



Une convention tripartite pour un meilleur taux de pression fiscale.

leur carte fiscale. Le partenariat qui sera effectif dans les régions Sava, Sofia et Analanjirofo s'étalera sur la période du 1er mars au 30 avril.

Durant cette période, les trois

partenaires vont organiser des activités de sensibilisation, d'éducation et de communication, afin d'accompagner les contribuables dans l'accomplissement de leurs futures obligations. Notons que d'autres conventions du genre ont été déjà signées. Avec des résultats plutôt encourageants car 2 900 entrepreneurs ruraux ont été formés et ont ainsi participé à l'augmentation des recettes fiscales. Et les efforts seront donc poursuivis, cette année afin d'accroître davantage le taux de pression fiscale de Madagascar qui reste encore aujourd'hui inférieur à la moyenne en Afrique sub-saharienne.

Basse Mahavavy : le réseau hydroagricole remis en état

RIANA R. | LES NOUVELLES | 27 FÉVRIER 2021

Les travaux de remise en état du réseau hydroagricole de la basse Mahavavy à Ambilobe (région Diana) ont été lancés officiellement, hier. Ils permettront d'augmenter la capacité d'irrigation pour couvrir 8600 ha exploités par les producteurs dans la région et 9300 ha par l'usine sucrière d'Ambilobe. L'Union européenne finance les travaux à hauteur de 3,4 milliards d'ariary à travers le programme « Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives » (Afafi Nord). Dans la région Diana, le programme Afafi Nord est déployé exclusivement dans le District d'Ambilobe. Il comprend plusieurs composantes (agroforesterie, chaînes de valeur...) dont l'une porte sur une contribution substantielle à la remise en état du réseau hydroagricole de la Basse Mahavavy. Avec une superficie exploitable de 18.000 ha,



Cette dernière est le plus grand périmètre irrigué du pays. Elle joue un rôle économique important à l'échelle locale, régionale et nationale.

Air Madagascar - Un énième report de la présentation du plan de redressement

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 27 FÉVRIER 2021

Rien n'est encore définitif. « Le plan de redressement d'Air Madagascar devrait être présenté au Gouvernement et ainsi qu'au Président de la République vers la fin du mois de mars, si tout se déroule comme prévu » a énoncé Joël Randriamandranto, ministre des Transports, du Tourisme et de la Météorologie, hier, à Ivato en marge de la célébration du 30ème anniversaire des Aéroports de Madagascar (ADEMA). Selon ce responsable, le business plan de la compagnie aérienne malagasy doit obtenir l'aval du Gouvernement et du Chef d'Etat avant d'être divulgué officiellement. Ce sera alors le troisième report de la présentation de ce plan de redressement. Au départ, il aurait dû être finalisé à la fin du mois de septembre 2020. Mais il n'en est rien. Ensuite, en mi-novembre 2020, le président du conseil d'administration de la compagnie, Mamy Rakotondrainibe,



a annoncé qu'« un calendrier a déjà été établi et que le plan sera finalisé à la fin du mois de novembre, au plus tard au début du mois de décembre ». Cependant, nous sommes déjà au mois de février, et aucune trace de cette présentation.

D'autre part, le ministre a laissé entendre que le plan de redressement n'est pas encore totalement finalisé. « Le modèle économique est déjà tout trouvé. C'est le regroupement de tous les détails autour qui prend du temps. Chaque point doit être isolé et travaillé un par un » soutient-il. En tout cas,

ce report successif démontre à quel point l'élaboration d'une stratégie pour sortir Air Madagascar de sa zone de turbulence n'est pas chose facile, comme l'a mentionné le ministre maintes fois auparavant. «Elaborer un business plan est plus difficile qu'il n'y paraît. Nous avons même dû demander l'assistance d'experts internationaux dans le domaine de l'aviation afin d'élaborer un plan de redressement réellement viable, crédible mais plus particulièrement réalisable. Nous n'avons plus droit à l'erreur. Ceci représente le plan de redressement de la dernière chance, donc il vaut mieux avoir du retard que tout faire à la va-vite, et au final faire n'importe quoi ». Il reste à savoir si ce délai sera enfin respecté, sachant que les concepteurs du plan de redressement ont six mois supplémentaires et l'appui d'experts internationaux pour le peaufiner.

Agriculture – Un riz à haut rendement à Behenjy

DIAMONDRA RANDRIATSOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 FÉVRIER 2021

L'augmentation de production est palpable pour vingt-deux sites des Hautes terres centrales testés au P-dipping. Une solution à adopter pour assurer l'autosuffisance alimentaire.

Augmenter le rendement rizicole grâce à l'amélioration variétale. C'est ce qui résume la technique P - Dipping dans le cadre du projet Fy vary, un projet financé par le JICA. Le gain de production dans le cadre de cette nouvelle technique serait considérable surtout au niveau des Hautes terres centrales. « J'ai essayé la technique et sur 3m² de terre, on peut avoir trois kilos de rendement. Alors que pour l'ancienne technique, on n'avait eu que 2 kg à 2,5 kg », indique Nivo Mampionon-draibe, une agricultrice dans le fokontany d'Ambohikambana Behenjy.

D'après la recherche menée par des jeunes chercheurs malgaches issus de la FOFIFA en étroite collaboration avec des chercheurs japonais, sur cinq-cents variétés étudiées, quatre nouvelles variétés de riz ont été découvertes dans le cadre du P-dipping. Avec la nouvelle technique, le cycle de développement est court, entre autres, elle accélère la croissance initiale du riz ainsi que la date de floraison. « Pour l'ancienne technique, le moisson se fait sur six mois, alors que pour la nouvelle technique on pourrait avoir un rendement tous les trois à quatre mois », explique Nivo

Mampionondraibe.

Production en hausse

La simplicité de la technique permet son imprégnation au niveau des paysans et agriculteurs des sites pilotes. Elle essaie d'apporter une solution aux sols rizicoles du pays connus pour leur déficience en phosphore. Elle consiste à imprégner les racines de riz avec le mélange d'engrais phosphaté. Le repiquage se fera avec les riz imprégnés du mélange. En termes de production et durant la phase de recherche, entre novembre à avril 2020, sous de conditions plus froides, à Behenjy et Ambohibary, l'augmentation de la production est de 20% à 30%. Sous de conditions plus chaudes des basses altitudes telles que Ankazomiriotra, l'augmentation de production est en moyenne de 10%. Six communes rurales pourront en bénéficier, dont la commune rurale Ambohibary, Antanifotsy, Behenjy, Faratsiho, Betafo, Ankazomiriotra. Elles ont été sélectionnées au hasard.

La technique est efficace avec une petite quantité de phosphore appliquée dans les sols déficients en phosphore à Madagascar. Elle limite les effets du stress dû au froid en raccourcissant la



La démonstration de la nouvelle technique dans le fokontany Ambohikambana, commune Behenjy, hier.

durée de croissance et limite le stress dû à l'inondation en accélérant la croissance initiale. Elle est rentable et adaptée aux stress climatiques. « Le changement climatique a un grand impact sur le calendrier cultural. Cette année, on a remarqué une saison de pluie tardive. Il est important qu'on puisse adapter la technique rizicole, notamment sur les hauts plateaux où le cycle cultural est très dépendant de l'arrivée de la pluie. Il faut raccourcir le cycle de production tout en maintenant, voire améliorant la productivité. Et c'est le défi et l'objectif posé pour les chercheurs », souligne Fanomezantsoa Lucien Ranarivelo, ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

Crise sanitaire : Ambatovy apporte un appui aux PME

RIANA R. | LES NOUVELLES | 1^{ER} MARS 2021

La compagnie minière Ambatovy a continué à soutenir les Petites et moyennes entreprises (PME) à Toamasina, en dépit de la suspension de ses activités depuis avril 2020. Elle a passé une commande de 43.000 masques en tissus lavables auprès de l'atelier Vonjy depuis mars 2020 jusqu'à aujourd'hui. Elle a fait le choix d'attribuer le marché à cette PME locale, en ce moment difficile sur le plan économique. Cette décision vise à maximiser ses retombées économiques dans les zones concernées par ses activités en favorisant les

achats locaux, en particulier auprès des PMI et PME. Et puis, Ambatovy compte contribuer à l'amélioration du bien-être social et sanitaire des personnes nécessiteuses, notamment les femmes, par l'intégration sociale et économique, et ce, par le biais d'un emploi pérenne.

A noter que cette initiative entre dans le cadre du programme Albi (Ambatovy local business initiative) mis en œuvre par Ambatovy elle-même, pour soutenir et optimiser les potentialités des entreprises locales.

Madagascar – Union Européenne : Un nouveau programme de coopération en vue

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 1^{ER} MARS 2021

L'Union Européenne lance une nouvelle programmation du Programme Indicatif Multi-annuel (PIM) pour la période 2021-2027 à travers un nouvel instrument de coopération sur des périodes pluriannuelles de 7 ans appelé NDICI (Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument).

« Parmi les nouvelles priorités de ce nouveau PIM figurent, la conclusion d'un pacte vert (transition économique et sociale verte, accès à l'énergie renouvelable et protection de l'environnement), la transformation digitale, la croissance et l'emploi durables, la paix, la sécurité et la bonne gouvernance, les migrations et la



mobilité » selon les informations que le ministère de l'économie et des finances MEF vient de publier.

Les responsables du MEF et les autres départements ministériels ont élaboré ce nouveau PIM. A travers des réunions bilatérales, les premières consultations avec l'Union Européenne ont débuté en décembre 2020 pour le projet de

programmation, avec la consultation du secteur privé et de la société civile.

Après la présentation du rapport provisoire relatif aux domaines prioritaires retenus, une première version a été soumise à Bruxelles, fin février. La version finale du Programme Indicatif Multi-Annuel sera soumise vers mi-mai 2021, avant son adoption en juillet 2021.

Pour rappel, Madagascar a bénéficié d'un montant de 492 millions d'Euros pour la période 2014-2020 à travers le Programme Indicatif National (PIN) du 11^{ème} Fonds Européen de Développement dans le cadre de sa coopération avec l'Union Européenne.

Transports aériens – L'Adema revendique ses droits

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 1^{ER} MARS 2021

L'Adema, Aéroports de Madagascar, fête cette année son trentième anniversaire. Avec une célébration moins fastueuse et plus sobre. Sa situation financière reste préoccupante.

La pression se précise. À « son investiture » comme directeur général de l'Adema, Jean Germain Andrianaina, a déjà effleuré la question. Ravinala Airports, devenu concessionnaire à longue durée des aéroports d'Ivato et de Fascène Nosy-Be lui doit des redevances au titre de quote-part ; devant les ministres de tutelle Joël Randriamandrato et celui de l'Économie et de finances, Richard Randriamandrato, ces revendications ont été réitérées avec insistance. Il a été suggéré la révision des taux de ces « ristournes » pour services rendus. Dont le niveau d'imposition a été le même depuis une décennie.

Mais comment l'État va-t-il procéder pour rendre à l'Adema ce qui lui revenait de droit ? Ravinala Airports a pu conclure ses contrats plus que déséquilibrés en sa faveur par l'entremise des barons du HVM, la plupart passent un exil doré à l'étranger, ayant agi au nom de l'État malgache. Une éventuelle résiliation paraît improbable. Ne serait-ce qu'au nom de la continuité de l'État Cela risque aussi d'ajouter un autre sujet de discorde avec la France, à part les litiges

territoriaux sur les îles éparses, les faits divers impliquant des ressortissants français, et la position de certains médias français, plus que sournoise, sur la situation politique qui prévaut à Madagascar. Déjà que par ce cachet HVM, les dirigeants actuels rechignent à inaugurer ces belles infrastructures répondant aux normes internationales requises.

Échéances

Le président de la république Andry Rajoelina refuse d'être taxé d'avoir « piqué » les projets de son prédécesseur pour se faire valoir à travers les fastes des cérémonies inaugurales. L'arrêt des trafics aériens a permis de retarder ces échéances. En outre, le « marché », juteux cela va de soi, de la sécurisation de ces nouveaux sites soulève un conflit d'intérêt pouvant désarçonner la stabilité du pouvoir, mis en difficulté par une opposition de plus en plus belliqueuse.

En attendant la suite à donner sur ces appels à l'aide de l'Adema, le Tableau de bord économique numéro 42 de l'INSTAT, donne un aperçu détaillé des



Jean Germain Andrianaina le nouveau DG de l'Adema ne se laisse pas faire.

conséquences désastreuses de la crise sanitaire sur les activités économiques.. Le transport aérien et le tourisme, avant la crise sanitaire, pesait 15% du PIB. Et encore la reprise effective des attributions de l'Adema dépendrait aussi du retour à la normale de la situation sur le plan régional et international. Mais une autre condition peut devenir préoccupante. La vaccination « obligatoire ». Les pays récalcitrants au mouvement mondial « Covax » encourent l'isolement de fait.

Rio Tinto QMM : Vers le changement du régime fiscal

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 1^{ER} MARS 2021

Le processus de renouvellement du régime fiscal de Rio Tinto QMM est en marche. Le 16 février dernier, l'Etat malgache et Rio Tinto QMM ont commencé les discussions sur le sujet. Faut-il en effet rappeler que le régime fiscal fait partie intégrante de la Convention d'établissement qui a été adoptée comme loi par l'Assemblée Nationale en 1998. Une convention d'établissement qui doit rester, demeure en vigueur pour toute la vie de la mine mais seul ce régime fiscal et douanier a été approuvé pour une période initiale de 25 ans qui vient à échéance en 2023. Et comme prévu dans les termes de la convention

d'établissement, les discussions sur le régime fiscal et douanier doivent avoir lieu deux ans avant son expiration c'est-à-dire cette année 2021, d'où la mise en place par l'Etat malgache d'un groupe de discussion sur ce régime fiscal et douanier. « Nous louons l'initiative de l'État de créer un groupe de discussion qui ouvre le dialogue entre les parties concernant le renouvellement du régime fiscal et douanier. Ce dialogue permettra en particulier d'avoir une compréhension commune des faits et des réalités du projet QMM ainsi que du partenariat entre Rio Tinto et l'Etat Malagasy. Le renouvellement du régime fiscal fait parties des conditions

gagnantes nécessaires pour assurer la pérennité de QMM au bénéfice de toutes ses parties prenantes », précise le président et directeur général de Rio Tinto QMM, Ny Fanja Rakotomalala. A ce jour, le projet Rio Tinto QMM a créé 2 000 emplois directs et indirects et plus de 11 000 emplois induits dans sa chaîne d'approvisionnement à Madagascar. Tous les ans, Rio Tinto QMM investit significativement dans des investissements environnementaux et communautaires, y compris l'éducation, la santé et le développement des petites entreprises.

Budget – Des prévisions optimistes

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 1^{ER} MARS 2021

Une réponse au souci du FMI qui prône la mobilisation des recettes publiques ? Des voix autorisées rappellent que les recettes fiscales au regard de la loi de finances 2021, représentent 77,4% du budget. Soit 3548, 9 milliards ariary à recouvrer. Une augmentation de 45% par rapport aux acquis de 2020 qui aura été l'année de tous les déficits. Cette performance attendue serait réalisée par la reprise des

activités économiques par les mesures de déconfinement et par la mise en place des plateformes de digitalisation des différents services de l'Administration fiscale. Facilitant les devoirs des contribuables.

Dont le nombre est passé de 450 000 à un million l'an passé. Mais dans l'ensemble, le taux de pression fiscale ramené au PID reste dérisoire. 9% pour l'exercice en cours.

Projet CASEF : Un financement de plus de 7,8 milliards Ar pour réhabiliter trois ponts

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 1^{ER} MARS 2021

De grands travaux de réhabilitation de trois ouvrages sont menés à Toamasina II en vue de désenclaver sept communes.

Réaliser des infrastructures de transport afin que la population résidant dans les zones d'intervention du projet CASEF (Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière) puisse contribuer au développement de l'économie locale et nationale. C'est la raison pour laquelle la CASEF a financé la réhabilitation de trois ponts, sur la Route Nationale 5, reliant le village d'Ivoloina et la commune rurale d'Ambodiriana, dans le district de Toamasina II. Les travaux qui ont démarré depuis le début de cette semaine, s'achèveront vers la mi-juin 2022 et coûteront la bagatelle de 2,3 millions USD, soit l'équivalent de plus de 7,8 milliards en ariary. Il s'agit notamment de la réfection du pont d'Ambalafary au PK 18, d'une longueur de 20m, du pont de Sahasandana au PK 20, d'une longueur de 25 m ainsi que du pont d'Anosibe au PK 22, d'une longueur de 115 m.

Plus de 50 000 tonnes de produits agricoles. La réalisation de ces trois ouvrages de franchissement permettra de desservir sept communes riveraines à forte potentialité agricole et qui comptent en tout environ 60 000 habitants. Ces communes rurales sont précisément Antetezambaro, Ambodiriana, Mangabe, Antenina, Amporoforo, Sahambala et Ampisokina. Nombreuses sont également les retombées économiques positives de la concrétisation de ces infrastructures

de transport, sans parler de la libre circulation des biens et des personnes dans ces contrées lointaines. A titre d'illustration, les producteurs locaux pourront acheminer facilement et plus rapidement leurs produits agricoles dont entre autres, les bananes, les litchis, les cannelles, les corossols, les clous de girofle et les grenadelles sur le marché. Le projet CASEF estime que plus de 50 000 tonnes de produits agricoles tous confondus provenant de ce bassin d'approvisionnement dans ces sept communes pourront être évacués, une fois que ces infrastructures de transport seront fonctionnelles. Il faut savoir que la population locale transporte ses produits agricoles à dos d'hommes ou par le biais d'un transbordement par des petites camionnettes pour pouvoir les vendre au marché. Ce qui permettra ainsi de réduire considérablement les pertes de production imputables au système de transport routier.

Améliorer la compétitivité. Outre le désenclavement de ces bassins d'approvisionnement en produits de rente et produits agricoles, le coût de transport des marchandises va également diminuer et le temps d'écoulement des produits surtout ceux destinés à l'export seront en même temps réduits. Cet appui du projet CASEF contribuera ainsi à améliorer la compétitivité de nos produits d'export sur le marché international, parlant du



Les travaux de réfection des trois ponts s'achèveront en juin 2022.

litchi ou de la cannelle, entre autres. Il est à rappeler que ce projet, financé par la Banque Mondiale, a pour objectif principal l'amélioration de la sécurisation foncière et l'accès aux marchés des ménages agricoles en milieu rural. Pour ce faire, le projet intervient en accompagnant les différents acteurs opérant dans ces chaînes de valeur d'agriculture commerciale, tout en soutenant les producteurs en matière de sécurisation de leurs droits fonciers. Il opère notamment dans seize régions à forte potentialité agricole. La phase 1 se termine en juin 2021, pour un financement de 53 millions USD. Un financement additionnel de 52 millions USD a été alloué par le bailleur pour prolonger ce projet jusqu'en juin 2022.

Campagne de vanille : 800 à 1.000 tonnes à vendre

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 1^{ER} MARS 2021

En marge d'une signature de convention avec la direction générale des impôts la semaine dernière à Antaninarenina, Serge Rajaobelina, exportateur de vanille et non moins président du Conseil d'Administration de l'entreprise sociale Sahanala a dressé un tableau de la campagne de vanille en cours.

Avec la pandémie de Covid-19, la demande mondiale de vanille a diminué par rapport aux autres années. Pour Madagascar, la campagne d'exportation 2020-2021 a commencé le 15 septembre et se poursuivra jusqu'au 31 mai 2021. «L'ensemble du pays a exporté jusqu'ici 1.000 tonnes de vanille (...). Il reste à vendre 800 à 1.000 tonnes», selon Serge Rajaobelina, président de Sahanala. En tant qu'exportateur, il craint que la demande continue de baisser. « Sur le marché américain, la tendance est moins baissière que sur le marché européen et le marché asiatique, espérons que ce sera mieux pour cette année 2021 » a-t-il ajouté.

En juillet 2020, le prix de référence minimum de la vanille a été fixé à 250 USD/FOB par kilo pour la campagne 2020-2021. Serge Rajaobelina estime



que la fixation des prix a été une bonne chose pour Madagascar. « Comme la demande a été baissière, on aurait pu s'attendre à un effondrement du prix de la vanille. Le fait que le gouvernement ait pris cette décision a limité le glissement et permis de continuer à être dynamique sur le marché. Est ce qu'il faut continuer ? Je pense que ce sont des mesures passagères. D'autres

mesures devront être prises pour appuyer l'ensemble des acteurs de la filière. La meilleure solution est d'avoir un marketing plus fort pour augmenter la demande et rééquilibrer un peu le marché pour nous éviter d'avoir cette fixation des prix tout le temps».

Le président Andry Rajoelina a lancé les travaux de construction de la Maison de la Vanille en septembre 2020. «Madagascar est le plus grand exportateur de vanille et on veut de la qualité. La Maison de la Vanille devra nous apporter cette référence non seulement pour nous aider à améliorer la qualité, mais également pour montrer toute l'histoire de cette vanille, de la puissance que nous avons au niveau de la vanille et de notre capacité à exporter à travers le monde » a indiqué Serge Rajaobelina.

Energie – Les prix du carburant restent figés

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 MARS 2021

Les prix du carburant affichés en juin 2019 n'ont pas changé. L'éventuelle conclusion d'un programme avec le Fonds monétaire international, peut remettre en cause ce statu quo.

Fausse vraie interprétations. Ils ont sauté sur l'occasion. Dans le communiqué du FMI daté du vendredi 12 février, signé par Charalambos Tsangarides, négociateur en chef, il a été mentionné parmi les points sensibles de l'accord de principes, que les « autorités malgaches maintiendront les prix du carburant conformes aux prix de revient du marché ». Et voilà que les thuriféraires du régime, dans un concert de louanges à n'en plus finir, déduisent que l'État va maintenir pour une durée indéterminée, ces « droits acquis ».

Pourtant, Marc Gérard, lors de sa visioconférence avec quelques journalistes, a fait remarquer que les « subventions accordées au carburant profitent aux privilégiés de la société et aux industriels, gros consommateurs en la matière ». Il a même qualifié « d'iniquité sociale absolue » cette volonté de comprimer à tout prix des fluctuations à géométrie variable. La stratégie du « couac qu'il en coûte » soulève alors des interrogations quant à son efficacité.

Le FMI suggère au gouvernement de mettre en place un mécanisme de réajustements automatiques de ces prix. Appelé « lissage », de façon progressive. En cas de hausse incompressible des cours sur le marché international, souvent accompagnée par une forte dépréciation de l'ariary face au dollar au Marché interbancaire de devises, MID, il est proposé un « filet de sécurité » pour les secteurs impactés. En l'occurrence les transports publics aux mains du secteur privé. Dans le cas d'une conclusion d'un programme avec le FMI, cela ne saurait tarder, l'excès de gel sur ces prix du carburant risque de se fondre.

Redressement de la JIRAMA - « L'équilibre opérationnel ne sera pas atteint cette année » dit le PCA

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 2 MARS 2021

Encore du pain sur la planche. La JIRAMA devra atteindre l'équilibre opérationnel à la fin de cette année. « Toutefois, au vu de tout ce qui s'est passé, principalement la pandémie de coronavirus, cet équilibre ne sera pas atteint pour 2021. Il se peut que l'atteinte de cet objectif soit reportée en 2022, voire en 2023. Dans tous les cas, nous sommes aujourd'hui en plein redressement de la compagnie d'eau et d'électricité », a soutenu Solo Andriamanampisoa, président du Conseil d'administration de la JIRAMA, lors d'une intervention télévisée. Durant les périodes de confinement de l'année dernière, les revenus de l'entreprise énergétique ont drastiquement baissé. Et pour cause, le paiement des factures a été reporté en janvier 2021 pour préserver une grande partie des ménages malagasy à cause des difficultés financières. « Nous n'avons alors encaissé que seulement 40 % de nos revenus annuels. Malgré cela, nous avons survécu. Nous avons même pu investir dans des infrastructures et des équipements », a expliqué Rivo Radaniela, directeur général adjoint de la JIRAMA, en charge du marketing, de la digitalisation et de la vente. Dans les détails, la JIRAMA atteindra l'équilibre opérationnel quand elle ne fait plus des ventes à perte. Pour ce faire, le coût de production doit être équivalent au prix de vente d'un kWh. En tout cas, même si l'atteinte de cet objectif prendra du retard, la JIRAMA a déjà franchi un bon nombre d'étapes. L'année dernière, elle a notamment réussi

Influence

En outre, une question se pose et s'impose. Ces prix ont-ils encore une quelconque influence sur ceux des autres produits de première nécessité ? Depuis toujours, les variations, à la hausse de préférence, des prix à la pompe ont été un motif suffisant à l'origine de la spirale inflationniste. Cette fois-ci, il n'en est rien. Il sont restés les mêmes depuis bientôt deux



Les variations à la hausse des prix à la pompe constituent un motif suffisant à l'origine de la spirale inflationniste.

ans, cela n'a pas empêché la montée en flèche des prix du riz, de l'huile ou du sucre. A contrario, les taxis-be, si prompts à réagir au quart de tour, avec un nombre de sièges limité, respect des gestes barrières oblige, sont les seuls à se soucier de leurs usagers. Ils ont fini par s'en accommoder avec le tarif « unique et inique » de 500 ariary. Les magnats des coopératives n'évoquent plus leur « manque à gagner ». Alors qu'ils ont été contraints d'équiper « leur personnel » de visières et de masques. Générant des charges financières supplémentaires. Sans compter l'itinéraire

raccourci par le bouclage d'Analakely le samedi. Enfin, aucune explication claire et précise n'a été donnée sur le comment et pourquoi des 172 milliards d'ariary offerts aux pétroliers sous forme de dettes échues. Dividendes de leur coopération avec le gouvernement, indemnités de « réquisition » ou récompenses pour leur abnégation à suivre les directives gouvernementales ? À l'évidence, ils trouvent leurs comptes. Une enseigne a ouvert sa centième station-service. Une autre compte soixante-quinze points de vente dans son dense réseau de distribution. Que demander de plus ?

à renégocier tous ses contrats d'achat d'énergies. « Notre objectif est de réduire le coût de production d'une manière mesurable pour atteindre l'équilibre opérationnel et ne plus faire des ventes à perte. Pour la partie juridique, nous avons tenu à modifier quelques dispositions car auparavant, ces dernières n'étaient pas équilibrées voire léonines », précise Vonjy Andriamanga, directeur général de la JIRAMA. En tout, selon les chiffres présentés par le PCA de la JIRAMA, ces renégociations ont généré une économie de près de 400 milliards d'ariary pour l'entreprise. Les points qui posent encore des problèmes aujourd'hui sont les branchements illicites ainsi que les ventes à perte pour la branche eau. « L'électricité est le plus souvent abordé. Mais il faut savoir que nous faisons également des ventes à perte en eau, vu que le litre s'achète à seulement 0,45 ariary. Les revenus sont ainsi loin de suffire pour investir en infrastructures. Nous avons déjà fait les calculs : si nous augmentons le prix du litre à seulement 2 ariary, nous aurons 120 milliards d'ariary de revenus supplémentaires. Cependant, la hausse des prix n'est pas la priorité actuellement, mais plutôt l'amélioration de la qualité de services », expose Solo Andriamanampisoa. Pour redresser la JIRAMA au plus vite, les responsables de la compagnie axeront leurs actions vers le renforcement de la lutte contre les branchements illicites et l'amélioration de la qualité des services.

Régime fiscal spécial pour les agriculteurs - Des critères et barèmes à définir

LA VÉRITÉ | 2 MARS 2021

L'administration fiscale prévoit un régime propre aux agriculteurs en raison de la domination du secteur informel. En effet, 80 % des Malagasy vivent de l'agriculture. Or, seulement 10 % d'entre eux formalisent leurs activités. D'ailleurs, les paysans ne savent pas manipuler les documents comptables comme les états financiers et les factures. « Pour ne prendre que le cas des planteurs de vanille, leur chiffre d'affaires dépasse le seuil de l'impôt synthétique de 200 millions d'ariary. Normalement, ils sont soumis au régime de l'impôt sur le revenu. Ce qui n'est pas du tout favorable à leur cas puisqu'il faut dresser des documents comptables et faire une déclaration tous les mois. Cependant, la majorité des paysans n'ont pas les moyens de payer des cabinets d'experts-comptables ni des experts en fiscalité pour les assister. Nous prévoyons ainsi l'intégration d'un régime fiscal propre aux agriculteurs dans la loi de Finances initiale 2022. Leur formalisation sera également facilitée. Cette proposition sera présentée aux deux Assemblées »,

explique Germain, directeur général des Impôts, en marge d'une cérémonie de signature avec NR Consult Fiscmada et Sahanala qui s'est déroulée au Louvre, Antananarivona. Toutefois, les critères et les barèmes de ce nouveau régime restent à définir vu que les paysans ne savent pas calculer leur chiffre d'affaires. On attend actuellement si le montant à payer varie en fonction de l'activité comme lors de l'ouverture d'une entreprise.

Avantages

Nantsoina Rakotozanany, directeur de NR Consult, a fait part de son expérience en matière de formalisation des entrepreneurs ruraux. Selon ses dires, ces personnes témoignent une volonté de sortir de l'informel. Les avantages de cette formalisation sont nombreux. « Il faut d'abord qu'on explique aux paysans la manière de calculer l'impôt et à quoi cela va servir. Ils sont par la suite en mesure de comprendre pourquoi ils versent de l'argent à l'Etat. Lorsque les agriculteurs sont formels, ils ne seront plus à la merci des collecteurs ou exportateurs. Ils pourront ainsi chercher



leur propre débouché. Les agriculteurs peuvent également bénéficier d'une formation et d'un prêt. De plus, leur taux d'impôt synthétique diminue à 4 % au lieu de 5 % du chiffre d'affaires », déclare la dame.

Outre cela, cette nouvelle mesure pourrait entraîner le développement régional. 95 % des impôts synthétiques collectés par la Direction générale des impôts (DGI) seront versés dans le compte des Communes par le biais du Trésor public. Les maires disposeront ainsi des moyens pour financer les projets d'investissement comme les infrastructures routières, hôpitaux et écoles, sans dépendre constamment des bailleurs de fonds ni des entreprises privées.

Relance économique: le secteur minier est un atout, selon la Chambre des mines

ARH | LES NOUVELLES | 2 MARS 2021

La Banque mondiale prévoit une contraction de 4,2% du PIB de Madagascar en 2020 et craint une stagnation durable du développement. D'où l'urgence d'une relance économique vigoureuse.

Selon Jean-Luc Marquetoux, Président du conseil d'administration (PCA) de la Chambre des mines de Madagascar, dans une tribune publiée dans Jeune Afrique le 26 février, « (...) Face à l'ampleur du défi, il faut aller plus loin : attirer des investissements privés et mobiliser des secteurs qui engendrent rapidement des effets macroéconomiques significatifs et des revenus stables pour l'Etat. L'industrie minière ne doit pas être un secteur négligé par le gouvernement alors que tout le pays doit redoubler d'efforts pour relancer son économie ».

Le secteur des mines en quelques chiffres est une contribution de moins de 5% au PIB. Et la part des produits miniers dans les exportations régresse : 40,43% en 2014, et 27,59% en 2018.

D'après Jean-Luc Marquetoux, « L'attractivité est en berne. Aucun grand projet n'est entré en opération ces dernières années ». Il a cité à ce propos un rapport de la Banque mondiale selon lequel « L'industrie minière



représentait, en 2013, 9% de l'emploi industriel, sans compter les nombreux emplois de l'exploitation à petite échelle et artisanale. Elle a attiré des investissements directs étrangers (IDE) records pour le développement des mines d'Ambatovy (plus de 8 milliards de dollars) et de QMM (plus de 1 milliard de dollars) ». Toutefois, « les IDE, dont le secteur minier est la première source, ont chuté : 227 millions de dollars en 2019 contre 808 millions en 2010 ».

Attractivité du secteur

Pour accompagner la relance, la Chambre des mines suggère de « rétablir l'attractivité du secteur et la confiance des investisseurs » et « instaurer un dialogue ouvert, transparent et équilibré ». En outre, « Les grands projets existants doivent bénéficier d'un soutien public affirmé ». Par ailleurs, toujours d'après la

Chambre, « L'actuel code minier intègre déjà selon nous les besoins de l'industrie et les intérêts de l'Etat. Sa réforme doit passer par un dialogue ouvert, transparent et équilibré avec l'ensemble des opérateurs ». A part cela, « Les autorités doivent lever le gel sur la délivrance des permis miniers, qui menace la survie des petites et grandes mines. Et les grands projets existants, dont l'exploitation de la bauxite de Manantenina, du graphite dans les régions Sud et Est et de l'ilménite de Base Toliara suspendu depuis novembre 2019 alors que la décision d'investir près de 600 millions de dollars allait être prise, doivent bénéficier d'un soutien public plus affirmé dans la mesure où leur démarrage rapide permettra d'appuyer la relance économique à court terme ».

« A court terme, il s'agit de rétablir l'attractivité de notre pays auprès des investisseurs en améliorant la perception du climat global des affaires. A plus long terme, il importe de faire du secteur minier une force structurante de l'économie malgache pour une croissance économique durable, au profit du plus grand nombre », a conclu ainsi Jean-Luc Marquetoux.

Déception – Du gaz en plein nez

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 MARS 2021

Un des satisfécits de la loi de finances 2021 aura été cette réduction de la TVA de 20 à 5% frappant le gaz butane. Les distributeurs ont toujours mis en avant cette taxation prohibitive pour expliquer le niveau élevé du prix de l'énergie propre. D'un niveau inaccessible

que même des foyers aux revenus confortables sont revenus au recours au charbon de bois. Augmentant un peu plus la pression sur ce qui reste des réserves forestières. 97% des ménages utilisent le bois énergie. Soit 60 kilos par an par habitant ou 18 millions de

mètres cubes partis en fumée, selon les statistiques les plus récentes. Mais les prix des bouteilles de gaz n'ont pas diminué pour autant. La seule bonne nouvelle, le retour sur le marché d'une marque qui a disparu de la circulation depuis quelques mois.

Selon la banque mondiale – La Jirama accuse une perte d'un milliard de dollars

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 3 MARS 2021

Elle revient à la charge. Idah Z. Pswarayi-Riddihough, directrice des opérations de la Banque Mondiale pour les Comores, Madagascar, Maurice et le Mozambique rappelle les intérêts du système tarifaire Optima de la Jirama.

Ne rien lâcher. Elle a fait sensation par une lettre adressée au ministre malgache de l'économie et des finances, Richard Randriamandrato. Dans laquelle elle a indiqué que la Banque mondiale peut suspendre et annuler des aides financières de 475 millions de dollars si les autorités suspendent l'application des tarifications Optima de la Jirama. Idah Z. Pswarayi-Riddihough, directrice des opérations de la Banque mondiale pour les Comores, Madagascar, Maurice et le Mozambique repasse à l'offensive sur une tribune. Où elle soutient la démarche de la Banque mondiale par des arguments plus techniques, sans oublier le caractère à visage humain de l'opération en cours. Une réponse cinglante pour Richard Randriamandrato qui voulait reporter l'application dans sa lettre et dans son esprit la formule Optima.

Cette seconde sortie d'un haut responsable régional de la Banque mondiale recadre les diverses explications données ces derniers jours. Et elle consolide la position, certes inconfortable de Vonjy Andriamanga, directeur général de la Jirama, mais salutaire pour sortir la Jirama des ténèbres.

D'abord la directrice se pose une interrogation. « Que faut-il faire pour donner accès à l'électricité à tout le monde, ou à presque tout le monde, à Madagascar ? Actuellement, seulement 15% de la population a accès à l'électricité fournie par la JIRAMA. Il faudra de l'argent, de nouveaux investissements dans le secteur, ainsi que des réformes d'une grande portée pour surmonter les anciennes mauvaises dynamiques qui continuent d'empêcher les résultats que le peuple malgache mérite ».

Elle poursuit par des constats implacables. « La pandémie COVID-19 nous a montré la valeur d'avoir accès à l'électricité et à Internet pour que les enfants puissent continuer à aller à l'école, que les adultes puissent

continuer à travailler et que nos travailleurs essentiels soient en sécurité. L'accès à l'électricité n'est ni un luxe ni une option, c'est une bouée de sauvetage, une utilité sociale, un moteur de l'économie et une base essentielle sur laquelle l'économie s'appuie pour se développer ».

Enjeux élevés

Avant d'entrer dans le vif du sujet, « les réformes, quelles qu'elles soient, ne sont jamais faciles, car il y a toujours ceux qui en profitent et ceux qui doivent s'adapter. Mais, les perdants de la réforme ne devraient pas être les plus pauvres, les plus vulnérables ni les plus nécessiteux. Et les réformes soutenues par la Banque visent expressément à garantir que les plus pauvres bénéficient de ses retombées, paient une juste part et puissent jouir d'un accès qui leur permettra de participer de manière productive à l'économie. Cela ne peut se réaliser qu'en révisant les barèmes payés par ceux qui en bénéficient aujourd'hui ».

Et elle finit par crever l'abcès. « Pourquoi voudrais je expliquer ce que nous espérons réaliser avec le gouvernement dans les mois à venir ? Je vous en parle car les enjeux sont élevés.

Depuis 2009, JIRAMA a accumulé un déficit opérationnel d'environ trois-mille-sept cent milliards d'ariary, soit un milliard de dollars ! C'est la somme du déficit créé par le maintien d'une politique tarifaire inefficace et non ciblée du secteur électrique malgache pendant plus de dix ans. Imaginez combien de nouveaux clients auraient pu être connectés au réseau pour cette somme!

Cependant, cette somme n'a pas profité aux 85% de Malgaches qui n'ont pas accès à l'électricité, mais principalement à deux groupes :

- Les 10% des grands consommateurs résidentiels les plus riches des clients de JIRAMA (équivalent à 1% de la population), grâce à des tarifs résidentiels subventionnés qui



revendent l'électricité 40% moins chère que JIRAMA l'achète à ses fournisseurs. – les fournisseurs d'électricité de la JIRAMA, à travers les marges excessives d'un grand nombre de contrats d'achat d'électricité, dont la plupart ont été attribués illégalement de gré-à-gré au cours de la période 2009- 2017. (Certains de ces contrats ont été renégoiés par la nouvelle direction de la JIRAMA pour revoir les marges et les clauses abusives des contacts, mais il reste encore beaucoup à faire) ».

Elle continue, « il est important de bien comprendre et de ne pas déformer notre objectif de changer cette dynamique. Il ne s'agit pas de retirer le pouvoir à certains et de le donner à d'autres. Notre objectif est d'assurer une électricité suffisante pour tous en veillant à ce que les tarifs tiennent compte de (i) la capacité de payer des clients, en particulier des plus vulnérables; (ii) permettent à la JIRAMA d'entrer dans une trajectoire lui permettant de retrouver son équilibre financier dans un délai de 3 à 4 ans ».

Des précisions, sans être des scoops, ont eu le mérite de faire la lumière sur des zones d'ombre dans les comptes d'exploitation de la Jirama. Il reste pour les abonnés des incertitudes. Sur quelle base de calculs leurs prochaines factures ont été élaborées ? La Banque mondiale, eu égard à ces pistes de réflexion, se soucie des plus démunis de la société. Et ne cherche pas à attiser le feu sur la braise d'une explosion sociale latente. Comme certaines mauvaises langues essaient de colporter à son encontre.

Calendriers culturels: la téléphonie mobile déployée

RIANA R. | LES NOUVELLES | 3 MARS 2021

Adapter les activités agricoles aux conditions climatiques et suivre la météo et les prévisions saisonnières en temps réel. Dans ce sens, le ministère de l'Agriculture de l'élevage et la pêche (Maep) déploie l'utilisation de la téléphonie mobile pour que les exploitants ruraux puissent mener à bien leurs activités. Le Maep travaille avec la direction de la météorologie et l'opérateur privé Via Mobile (Viamo) pour mettre en œuvre ce projet. L'accord de partenariat a été signé, hier à la

direction générale de la météorologie à Ampandrianomby.

Le secteur agricole est l'une des principales victimes du changement climatique à Madagascar. « Les premiers signes sont la hausse de la température d'environ 1 degré Celsius et la baisse notable de la pluviométrie au niveau national », a expliqué Nirivololona Raholijao, directrice de la météorologie. La même responsable a précisé qu'à la différence des autres pays, « les activités agricoles à

Madagascar dépendent entièrement de la pluviométrie ».

Face à ces constats, le Maep et plusieurs partenaires se concertent chaque année avant de sortir les calendriers culturels au mois d'octobre, après une prévision saisonnière faite par le service de la météorologie. Les agriculteurs peuvent consulter gratuitement ces informations accessibles sur un Hotline mise en place par Viamo, depuis leur téléphone. Ils peuvent également demander conseil.

Financements extérieurs - 70 % des emprunts contractés non décaissés en 2020

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 3 MARS 2021

Un faible taux d'absorption financière. Sur un décaissement annuel prévu à hauteur de 926,76 millions de dollars, 37,5 % de ce montant - soit 347,48 millions de dollars - ont été réalisés de janvier à septembre 2020. Ces chiffres ont été publiés le mois dernier dans le dernier bulletin statistique de la dette du Trésor public. D'après les explications d'un responsable auprès de la plateforme de gestion des aides à Madagascar, plusieurs facteurs entrent en jeu. « Les procédures sont assez longues et complexes entre l'annonce du fonds et le décaissement. Les bailleurs de fonds imposent plusieurs conditions, pour ne citer que le délai de remboursement. Cela peut prendre trois mois voire plus, en fonction de chaque partenaire. Au cas où le montant n'est pas absorbé, il faudra faire une procédure de déboursement. Parfois, la somme est réengagée ou affectée dans d'autres projets », éclaircit-il.

Au niveau du Trésor public, les responsables ont mis l'accent sur la régulation des investissements publics. Les projets de développement doivent être engagés dès le début de l'année. Cela permet d'éviter le blocage et le retard dans leur mise en œuvre. Il faut savoir que les partenaires techniques et financiers qui gèrent eux-mêmes leurs projets ou financements sont épargnés



de ces contraintes. C'est le cas du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). En effet, ses emprunts et projets sont décaissés et engagés à 90 %.

Etant donné l'existence des grands projets de développement du Gouvernement actuel, ce retard de décaissement pourrait se répercuter sur les financements à venir. Généralement, Madagascar n'utilise pas la totalité des emprunts contractés. Une éventuelle hausse du portefeuille des dettes sera ainsi remise en cause.

Pour remédier à cela, les agents du Trésor public ont suivi un renforcement des capacités durant le mois dernier. L'objectif consiste à améliorer la gouvernance des projets. Par ailleurs, il a été convenu que les voitures acquises grâce à un financement extérieur devront être de plaque rouge afin d'assurer la transparence et la bonne gouvernance. L'audit et l'auto-contrôle seront également renforcés pour éviter toute forme d'irrégularité ou de malversation dans la gestion des projets de développement.

TIC : La taxation est un frein pour le secteur

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 3 MARS 2021

Une taxation de 1% sur le chiffre d'affaires est exigée à chaque opérateur œuvrant dans le secteur TIC à Madagascar. Cette forme de taxation est perçue comme un frein au développement de ce secteur, d'après les informations publiées par le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM). « Elle va même à

l'encontre du caractère limitatif et de la stabilité du régime fiscal reconnu aux entreprises dont celles ayant à vocation d'exporter des services au sens de la Loi No 2007-007 du 14 janvier 2008 sur les Zones et Entreprises franches à Madagascar. L'article 6 alinéa 8 de cette même loi protège et énonce la

fiscalité des entreprises opérant dans le secteur TIC », a fait savoir Mbolatiana Andriamanantsoa, vice-présidente du GEM au titre du GOTICOM (Groupement des Opérateurs des Technologies de l'Information et de la Communication).

Accidents de la route : Des pertes économiques estimées à 7,42% du PIB

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 4 MARS 2021

Le problème de sécurité routière pourrait constituer un des obstacles au développement d'un pays.

Les pertes en vie humaine liées aux accidents de la route sont encore pires que les décès causés par la covid-19. En effet, on enregistre plus de 1.300.000 personnes qui meurent chaque année dans le monde suite au problème de sécurité routière, soit deux décès par minute. À Madagascar, 28 personnes sur 100.000 habitants ont été tuées par les accidents routiers selon les estimations de l'Organisation Mondiale de la Santé. De plus, les pertes économiques liées à ce problème de sécurité routière sont également estimées à 7,42% du PIB (Produit Intérieur Brut). Hajatiana Rabeandriamaro, directeur de la Sécurité et de la Sûreté des secteurs Transports et Tourisme, l'a évoqué lors de l'atelier de validation de la stratégie nationale de la Sécurité Routière (SNSR) hier au ministère de l'Economie et du Plan à Anosy. L'atelier est organisé par le ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie en faveur de tous les acteurs concernés par le secteur de la sécurité routière.

Pas de données fiables. Et lui d'ajouter que ce ne sont que des estimations mais ces pertes économiques pourraient être encore plus importantes compte tenu de la recrudescence des accidents de la route dans tout Madagascar. En outre, « l'on ne dispose pas de données fiables concernant l'état des lieux de la sécurité routière dans le pays. Les acteurs concernés dont entre autres, la gendarmerie, la police et les assurances, ne partagent pas les mêmes informations liées à ce secteur. Ce qui nous empêche d'avoir des

indicateurs fiables, pour ne citer que le coût de ces pertes économiques liées aux collisions des véhicules et autres accidents de la route », selon toujours ses dires. L'objectif fixé par le ministère de tutelle en dix ans, dans le cadre de la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie nationale de la sécurité routière, consiste à réduire de l'ordre de 50% ces pertes économiques ainsi que de moitié le nombre de personnes tuées.

Normaliser les infrastructures. Pour ce faire, des orientations stratégiques ont été élaborées. On peut citer, entre autres, l'amélioration des conditions favorables à la sécurité routière en commençant par l'amélioration de la volonté politique des dirigeants sur son importance. En effet, « le problème de sécurité routière pourrait constituer un des obstacles au développement d'un pays. Ce qui nécessite le renforcement de la gouvernance de ce secteur », a fait savoir Hajatiana Rabeandriamaro. Pour une meilleure sécurité routière, il faut également développer et normaliser les infrastructures routières et de transports tout en les adaptant aux risques liés à l'environnement comme les effets du changement climatique, l'urbanisation et l'embuscade. Une standardisation et uniformisation des normes de véhicules circulant à Madagascar, s'imposent également, en plus du renforcement de leur système de contrôle.

Non respect du code. Par ailleurs, la prise en charge médicale des victimes des accidents devra être améliorée en développant le système de secourisme



Le non-respect du Code de la Route constitue le principal facteur contribuant aux accidents de la circulation.

et en promouvant les assurances et la prise en charge post-accident, entre autres. Mais avant tout cela, « il faut reconnaître que le non-respect du code de la route constitue le principal facteur contribuant aux accidents de la circulation. C'est pourquoi, nous allons promouvoir un comportement responsable des usagers de la route. Le programme de formation prodigué par les auto-écoles sera ainsi uniformisé et digitalisé. Nous préconisons même l'intégration de la sécurité routière dans le programme d'enseignement dans les écoles. Et pour mieux harmoniser les informations tout en créant une base de données fiable, une agence nationale de la sécurité routière devra être mise en place », a-t-il enchaîné. Toujours dans le cadre de la validation de cette stratégie nationale de la sécurité routière, les parties prenantes devront également considérer certains facteurs comme le changement climatique, les attaques des convois et la lutte contre la corruption.

“Tsenaben'ny Fizahantany” : la deuxième édition du 10 au 12 mars

ARH | LES NOUVELLES | 4 MARS 2021

La deuxième édition du salon du tourisme «Tsenaben'ny Fizahantany» aura lieu du 10 au 12 mars au Jardin d'Antaninarenina. A l'image de la première édition de novembre 2020, l'événement est dédié au tourisme national et présentera au public des offres pour découvrir Madagascar selon les envies et moyens de chacun.

Les objectifs sont multiples : favoriser les opérateurs formels, développer le tourisme national, permettre aux opérateurs dans les régions d'être représentés à travers les tour-opérateurs exposants et donner l'opportunité de découvrir Madagascar à des tarifs promotionnels allant jusqu'à moins 50%. Avec des offres promotionnelles, hôtels, agences/tour-opérateurs, loueurs de voitures et autres prestataires touristiques, proposeront leurs meilleurs packages aux visiteurs à la recherche de séjour ou de vacances à des tarifs très attractifs.

Un nouveau package dénommé «Vakansy valimbabena»



sera lancé durant ce salon. Comme son nom l'indique, ceci permettra aux opérateurs de proposer des offres adaptées aux séniors, nationaux, en termes de circuits d'activités et de prix.

Fonds d'investissement Miarakap: Coup de pouce pour les PME

RIANA R. | LES NOUVELLES | 4 MARS 2021

Une quinzaine d'entreprises à fort impact devraient bénéficier prochainement d'un accompagnement du fonds d'investissement Miarakap, grâce à un partenariat avec le gouvernement de la principauté de Monaco pour la seconde phase du projet «Contribuer à l'émergence d'entrepreneurs à fort impact social à Madagascar».

La principauté de Monaco contribue à la seconde phase du projet, mise en œuvre sur la période 2021-2023, à hauteur de 200.000 euros. Miarakap va administrer

ce fonds qui servira à mettre en place un dispositif d'assistance technique réalisé par ses équipes et son réseau de partenaires ainsi que des financements d'amorçage, de renforcement de capacités et de renforcement d'impacts. Le projet vise essentiellement les Petites et moyennes entreprises (PME) et start-up malagasy qui seront sélectionnées suivant leur initiative de créer des emplois formels dans le pays et de respecter les droits au travail.

De 2019 à 2020, Miarakap a déjà

administré un montant total de 100.000 euros pour accompagner des entreprises à forts impacts social, sociétal et environnemental à Madagascar. A l'issue de cette première phase, le partenariat avec la principauté de Monaco a permis d'accompagner 10 entreprises. Cinq d'entre elles sont déjà dans le portefeuille de Miarakap en ce moment, trois entreprises sont au stade d'instruction et les deux restantes bénéficient d'un financement en amorçage.

Filière Litchi – Le monopole réfuté par le groupement des exportateurs

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 MARS 2021

Le Groupement des exportateurs de litchis (GEL) réplique aux propos du député Roland Ratsiraka. Des améliorations ont été apportées dans la filière selon l'association.

SITUATION toujours bloquée. Le cas de l'exportation de litchis n'arrive pas à se dénouer notamment depuis que Jean-Louis Bérard, exportateur, a dénoncé une exclusivité du Groupement des exportateurs de litchis (GEL). Depuis octobre, il a décrié le monopole et l'affaire est même passée entre les mains du Conseil de la concurrence. « Je dénonce les dysfonctionnements dans cette organisation d'exportation menée par deux importateurs français avec le GEL. Je suis le seul à faire quelque chose pour l'avenir de cette filière » explique Jean-Louis Bérard, producteur et exportateur de litchis à Toamasina. « Je ne suis plus membre du GEL depuis 2011. Il a été décidé au sein du GEL après 2009, qu'une réorganisation allait être menée pour sauver les produits exportés, en qualité et en prix. Mais ce n'est pas une organisation qui a été conduite, c'est un monopole » continue-t-il. Le 20 février dernier, le député de Toamasina Roland Ratsiraka, ancien exportateur des fruits rouges, a rejoint sa position et investi l'hôtel Carlton pour dénoncer à son tour à la presse, le dit « monopole ».

Défense. Il a révélé le cas des litchis et de l'huile alimentaire. Le député a cité le nom d'un opérateur malgache qui « a un pouvoir de contrôle préalable sur l'exportation de litchis, alors que celui-ci n'a pas de fonction officielle pour ce faire ». Le GEL n'a jamais infirmé ni confirmé mais est sorti enfin de son silence il y a trois jours et a diffusé un communiqué signé par le président du conseil d'administration. La missive déclare que ce sont des « déclarations politiciennes erronées ». «... En tant qu'association professionnelle, les décisions de fonctionnement sont prises par le CA et validées par les votes des assemblées générales... ». Le GEL compte trente-cinq entreprises d'exportation. «...

Le GEL a œuvré pour une amélioration constante des outils de production et de commercialisation pour répondre



Le non-respect du Code de la Route constitue le principal facteur contribuant aux accidents de la circulation.

aux exigences de nos producteurs exportateurs et de nos clients » souligne le communiqué. La prise en compte des produits de qualité est indiquée. « Le GEL œuvre pour la défense de l'image de Madagascar par la volonté d'exporter un produit qualitatif, le rééquilibrage des rapports de force entre exportateurs et acheteurs... et le renforcement des exportations » lit-on. Les exportations sont consolidées vers l'UE, la Russie, le Royaume uni, le Moyen orient et le sud-est asiatique. Le groupement mentionne qu'il travaille pour « le fonctionnement d'une filière qui satisfait l'ensemble des intervenants de la production à la distribution des pays de destination ».

Gestion de l'Hôtel 5 Étoiles : Dissolution de la société SEHI S.A

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 4 MARS 2021

La société SEHI S.A ou Société d'Exploitation Hôtelière d'Ivato qui assure la gestion de l'hôtel 5 étoiles sis à Ivato, a été dissoute. C'est ce qui a été communiqué lors du Conseil des ministres qui s'est tenu hier

au Palais d'Iavoloha. Il s'agit d'une société à participation de l'Etat. En effet, la gestion d'exploitation de cette infrastructure hôtelière ne cesse de dégringoler depuis ces trois dernières années, a-t-on indiqué. Il faut savoir

que la société Son'Invest se charge actuellement de l'exploitation de cet hôtel qui est le plus grand dans la Capitale. Sa rénovation a également, rappelons-le, coûté la bagatelle de 28 millions USD.

Reprise – L'industrie extractive à la relance

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 MARS 2021

Une année ou presque après l'arrêt de ses activités, Ambatovy retrouve son esprit. Et c'est toute l'économie nationale qui peut laisser échapper un soupir de soulagement. Le temps est venu de repartir sur de bons pieds.

Une vraie délivrance. Beaucoup ont salué avec une joie contenue la réouverture des sites d'exploitation d'Ambatovy à Moramanga et ses usines de transformation du nickel et cobalt à Toamasina. Pour avoir une idée de l'importance de cette entreprise, faut-il rappeler que le projet a nécessité 8 milliards de dollars d'investissement, le plus gros jamais réalisé à Madagascar. Ambatovy a créé de nombreux emplois directs, fait vivre de nombreuses familles de façon induite (fournisseurs de toutes catégories), soutenu des collectivités locales, encadré des artisans et des paysans, à travers plusieurs actions à caractère social. Le nickel est devenu le premier produit d'exportation de Madagascar, des milliards d'ariary ont été payés au titre d'impôts et taxes.

Ce retour vers le futur se présente sous les meilleurs auspices. La tonne de nickel flirte avec les 18 000 dollars, un niveau jamais atteint ces deux

dernières années.

Et les relations de la multinationale avec l'actuel régime se détendent.

Revenu à la normale

Du moins en apparence. Le ministre des Mines et des ressources stratégiques, Fidiniavo Ravokatra, est descendu sur place pour voir les conditions de reprise. Il a aussi rencontré les maires des communes bénéficiaires des soutiens financiers d'Ambatovy. Il est loin le temps où des discours officiels désignaient des employés d'Ambatovy comme des agents qui propageaient le coronavirus dans le Grand Port de l'Est. Alors que cette entreprise d'envergure internationale a beaucoup investi dans la lutte contre la pandémie. Pas moins d'un milliard d'ariary injectés. Tout est donc revenu à la normale. Ou presque.

Au même moment, des discussions franches et cordiales pour prolonger les avantages douaniers et fiscaux accordés à QMM sont en cours, devant

aboutir à du concret.

Dans le sud toujours et pour l'exploitation de l'ilménite encore, une levée de la suspension des activités de Base Toliara à Ranobe n'est plus à exclure. La tension politique dans la Cité du soleil ces derniers jours a atteint un certain degré sur le thermomètre, il n'est pas nécessaire d'ajouter une couche de mécontentement. Cela étant, deux dossiers restent à traiter d'urgence pour Fidiniavo Ravokatra. Trouver une solution viable et fiable pour la Kraoma, toujours sous l'emprise des Russes. Et dépoussiérer le Code minier. Sur ce dernier point, aucun terrain d'entente sur de nombreuses dispositions n'a été trouvé entre l'État et les professionnels de la filière. La situation est bloquée. Des acteurs estiment que l'attractivité minière de Madagascar en a pris un sale coup par ces contours flous des législations en vigueur.

Carrière d'Ambokatra, Toamasina: premier site de production alimenté par une centrale hybride

ARH | LES NOUVELLES | 4 MARS 2021

La carrière d'Ambokatra à Toamasina sera le premier site de production de matériaux de construction de la Grande île à être alimenté par une centrale hybride. Green Energy Solutions (GES) et Colas Madagascar ont signé le 26 février un contrat d'énergie d'une durée de sept ans pour alimenter en électricité et couvrir 100 % des besoins dudit site grâce à une nouvelle technologie d'hybridation photovoltaïque et thermique qui verra le jour d'ici fin juin 2021.

Une centrale mobile hybride. La centrale d'Ambokatra fonctionnera indépendamment du réseau électrique, particulièrement adaptée aux zones isolées. Elle présente en ce sens l'avantage d'une installation et d'une opérationnalisation rapide. Cette centrale est entièrement financée, construite et exploitée par GES (une co-entreprise fondée et soutenue par Green Yellow et Jovena), avec une garantie de disponibilité et de performance pour Colas Madagascar, évitant l'émission de 90 tonnes de CO2 par an.

«Le groupe Colas s'est engagé dans une stratégie de décarbonation de ses activités. Il s'est fixé l'objectif de réduire de 30 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Notre carrière d'Ambokatra sera le premier site équipé d'une centrale hybride permettant de réduire considérablement ses émissions. Notre ambition à très court terme est d'équiper un deuxième site, la carrière PK13 RN7, située à Antananarivo», explique Richard Ferrazi, directeur général de Colas Madagascar. «Nous nous réjouissons de cet accord avec Colas Madagascar sur un projet



techniquement ambitieux, dont l'impact sera important en termes d'économies de carbone et de confort d'exploitation. Ce sera la première centrale hybride industrielle et modulaire nous permettant de nous engager sur un contrat à moyen terme et dont les installations pourront être redéployées. C'est, pour moi, la véritable innovation de ce projet», a commenté pour sa part Christian Cachat, directeur général de GES.

Energie fiable et plus propre

Afin de maximiser la productivité et d'exploiter la forte irradiance solaire de cette région de Madagascar, GES a opté pour la mise en œuvre d'une centrale solaire de 148 kW, composée de deux containers entièrement intégrés et

installés de telle sorte que tout risque d'ombrage soit évité. Ces containers seront couplés à une centrale thermique d'une puissance totale de 600 kW fonctionnant au gasoil, carburant fourni par Jovena Madagascar. Ce système de stockage d'énergie permettra d'alimenter le site la nuit et les jours de fermeture.

Les containers solaires sont particulièrement adaptés au projet, à la fois par leur capacité à être mis en sécurité en 30 minutes en cas de cyclone et à être redéployés sur d'autres sites ou chantiers. L'énergie hybride est rapidement mobilisable en d'autres endroits et sur des périodes en accord avec les besoins de Colas Madagascar.

L'ensemble des équipements sera regroupé en un même point du site, et un réseau de distribution basse-tension sera installé, incluant des systèmes de comptage point par point. Ce procédé permet une parfaite analyse des consommations par poste et une amélioration de l'efficacité énergétique du site.

Madagascar - Union européenne : Adoption du nouveau programme vers mi-juillet

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 5 MARS 2021

Madagascar et l'Union européenne travaillent actuellement dans le cadre d'une nouvelle coopération pour 2021 à 2027. Comme Giovanni Di Girolamo, ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar l'a annoncé lors d'une rencontre avec la presse, à la fin de l'année, le NDICI (Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument) succède au onzième Fonds européen de développement (FED). Il se répartit géographiquement en plusieurs Programmes indicatifs multi-annuels nationaux, régionaux et thématiques. Les réunions de concertation débutent tous les mois de décembre de l'année. L'élaboration du document avance à grands pas. « Une première version du rapport provisoire relatif aux domaines prioritaires retenus sera soumise à Bruxelles, fin février. La version finale du Programme indicatif multi-annuel sera soumise vers mi-mai 2021, avant son adoption en juillet 2021 », annonce le ministère de l'Economie et des Finances.

Dans le cadre de ce nouveau programme, les deux parties ont convenu de financer trois domaines prioritaires. Il s'agit de la gouvernance et le développement humain, la croissance durable et l'emploi et enfin le pacte vers à travers la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité. « Les plans du Gouvernement restent le document de référence de notre programme. Dans tous les cas, notre objectif consiste à stimuler un partenariat beaucoup plus fort comme dans tous les autres pays d'Afrique. Pour ne citer que la sécheresse dans le Sud, nous avons déjà été fortement présents dans



la Région. Nous avons réorienté certains projets dans le domaine de l'agriculture pour que la crise ne se répète pas. Nous allons renforcer la résilience de l'agriculture dans la Région. Par ailleurs, on mobilise aussi des ressources dans la lutte contre la corruption et cela va continuer », rapporte l'ambassadeur de l'Union européenne.

A rappeler que Madagascar a bénéficié d'un montant de 492 millions d'euros pour la période 2014-2020 à travers le Programme indicatif national (PIN) du 11ème Fonds européen de développement dans le cadre de sa coopération avec l'Union européenne.

Secteur pharmaceutique : Le volume d'importations de Madagascar à plus de 146,4 millions USD

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 5 MARS 2021

A l'instar des autres pays africains, Madagascar importe notamment des médicaments pour satisfaire la demande sur le marché local.

Ces produits pharmaceutiques sont notamment en provenance de l'Inde et de la Chine. Le volume d'importations de la Grande île se chiffrait à plus de 146,4 millions USD, il y a deux ans de cela, et ce, avec un déficit commercial plus important. Quant à l'Afrique du Sud et le Maroc, ce sont les plus grands fabricants de médicaments dans le continent mais ils sont à 80% auto-suffisants en besoins pharmaceutiques. Force est pourtant de reconnaître que des laboratoires élaborant des produits à base de plantes médicinales se sont développés dans le pays, pour ne citer que l'Institut Malgache de Recherches

Appliquées (IMRA), qui a même une notoriété sur le plan international. Et tout récemment, l'industrie pharmaceutique nationale Pharmalagasy est promue afin de couvrir les besoins en médicaments sur place.

Enormes richesses. Par ailleurs, le nombre d'acteurs, qu'ils soient des tradi-praticiens ou des petites unités de transformation, exploitant l'or vert de la Grande île, sont également en nette recrudescence. L'on peut ainsi dire que le secteur pharmaceutique peut constituer un facteur de l'émergence de Madagascar, d'autant plus que l'on dispose d'énormes richesses en plantes

médicinales endémiques au pays, pour ne citer que le « Ravintsara », le « Mandravasarotra » et le « Vahona ». Leurs vertus sont d'ailleurs reconnues au niveau mondial. De nombreuses opportunités s'offrent également au pays grâce à l'accès aux marchés régionaux africains tels que le Comesa, la SADC et la COI, qui comptent plus de 900 consommateurs. Il faut savoir que seulement 3% de la production mondiale de médicaments proviennent du continent africain alors que le marché de produits pharmaceutiques pourrait atteindre près de 65 milliards USD, a-t-on évoqué.

Produits pétroliers: 718.987 m³ consommés en 2020

ARH | LES NOUVELLES | 5 MARS 2021

En 2020, le volume de la consommation des produits pétroliers (essence, pétrole lampant, gasoil) à Madagascar était de 718.987 m³. Le gasoil est considéré comme le produit le plus utilisé par les usagers car il constitue les 74% de la consommation totale avec un volume de 532.972 m³. L'essence et le pétrole lampant, quant à eux, forment les 21% et 5% de la consommation de l'année, avec un volume respectif de 151.803 m³ et 34.213 m³.

En termes d'évolution de la consommation mensuelle au cours de l'année, une augmentation du volume a été remarquée à partir du mois d'avril. Par rapport aux consommations de l'année 2019, celles de l'an passé ont connu une baisse de volume de -10,54% constatée sur le marché de l'essence et de -14,04% pour celui du gasoil. Ce qui n'est pas le cas de la consommation du pétrole lampant qui a augmenté de 14,54% en 2020.

Les entreprises face à la crise sanitaire – Eddy Kapuku « La clé de la résilience repose sur la flexibilité »

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 MARS 2021

Pour la reprise du Thursday morning roundtable, Eddy Kapuku, Directeur Général d'Airtel Madagascar était l'invité de l'AmCham – l'American Chamber of Commerce in Madagascar. Une occasion pour un tour d'horizon sur l'impact de la pandémie sur le secteur des télécommunications et un partage d'expérience face à la crise sanitaire.

18 février 2021, le thème du jour pour la première table ronde postconfinement de l'AmCham a été « le renforcement de la résilience des entreprises face à la Covid-19 ». Membres et partenaires de la Chambre de Commerce américaine ont été nombreux pour échanger avec Eddy Kapuku, expert en marketing et télécommunications.

A l'échelle mondiale, comme à Madagascar, cette pandémie a été fatale économiquement. Consécutives aux mesures barrières adoptées (confinement, état d'urgence sanitaire...), la majorité des secteurs d'activité ont accusé un ralentissement. Les télécommunications n'ont pas été épargnées.

« À l'instar du tourisme, de l'hôtellerie ou de l'aviation, le secteur de la téléphonie mobile a subi les contrecoups de cette pandémie. Dans notre cas, Airtel Madagascar a enregistré une baisse de l'ordre de 30% au niveau de la vente aux particuliers, soit 90% de sa clientèle. Et en dépit du doublement de notre chiffre sur le marché du B2B, dans sa globalité, Airtel a connu une diminution de près de 50% de son chiffre d'affaires dès les premiers mois suivant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire dans la Grande Ile », d'après Eddy Kapuku.

« La flexibilité » est la clé qui a permis à Airtel Madagascar de faire face à cette situation difficile, a-t-on retenu de cette présentation.

Savoir-faire

Nécessité de se réorganiser pour maintenir le cap avec « une gestion minutieuse des ressources et surtout des coûts. Au niveau des collaborateurs, la majorité a eu le privilège d'être en télétravail, à l'exception de l'équipe technique chargée de la maintenance du réseau. D'un point de vue logistique, pour anticiper la fermeture des frontières, nous avons commandé nos provisions d'un semestre, au lieu de nos commandes mensuelles habituelles», a déclaré le Directeur Général.

Sur le plan commercial, compte-tenu des restrictions adoptées dans le cadre de l'état d'urgence, maintenir la proximité avec les clients n'a pas été évident pour la plupart des entreprises. Un challenge qu'Airtel a su relever grâce à son savoir-faire digital. « Les clients ne pouvant pas venir vers nous, nous sommes allés à leur rencontre, à leur domicile, tout en respectant les gestes barrières. Nous avons alors misé sur des actions digitales plus efficaces et des actions médias télévisées. C'était l'occasion d'exploiter notre plein potentiel en matière digitale en créant ou en renforçant des solutions allant en ce sens, à l'exemple du mobile banking, et de la contribution à la promotion de l'éducation en ligne », a-t-il soutenu.

Eddy Kapuku a profité de cette tribune pour rappeler que l'humain est au cœur des valeurs d'Airtel à travers ses actions

sociétales. Au cours de cette période, Airtel Madagascar a manifesté sa solidarité à travers son soutien aux différentes institutions malgache, en charge de coordonner la lutte contre le virus. Un soutien matérialisé par des dons de masques, de produits de première nécessité et autres remis notamment au CCO, à la Commune Urbaine d'Antananarivo et aux personnels soignants.

L'humain toujours, avec « une écoute attentive des besoins des clients pour y répondre au mieux, au plus vite et au moindre coût dans ces moments de crise ». Aux questions de l'assistance concernant la compétition féroce entre les opérateurs en télécommunication, ce responsable a répondu que « compte-tenu du contexte, nous nous sommes concentrés et nous continuons à être focalisés sur les solutions à apporter à nos clients et sur l'amélioration de la communication digitale pour maintenir le contact avec eux. »

Solutions de choix

Airtel a ainsi fourni un choix de solutions et des solutions de choix pour accompagner les entreprises dans le renforcement de la résilience de leurs opérations. En effet, face à la situation inattendue causée par la pandémie, beaucoup d'entreprises, notamment les PME, n'étaient pas préparées.

Le besoin de s'adapter est donc devenu capital pour assurer la survie, voire la croissance de ces entreprises en période de crise, envisageant ainsi des solutions de télétravail et de collaboration basées sur la connectivité. Le Directeur Général a présenté les

solutions, à des prix abordables, qui ont été les plus demandées, générant ainsi la croissance observée dans le segment B2B :

- Connectivité Internet à débit garanti et disponibilité assurée grâce à trois sorties internationales redondantes
- Solution de visioconférences et collaboration AVAYA
- Interconnexion des bureaux distants pour les entreprises ayant plusieurs sites ou agences
- Solution VPN extensible vers les domiciles des employés grâce aux routeurs portables
- Service Cloud avec héberge(ment de capacités en mode client/serveur (IaaS, CaaS, SaaS)
- Possibilité de paiement par Airtel Money

Eddy Kapuku a conclu son intervention en affirmant que, « pendant cette crise sanitaire, Airtel s'est efforcé d'apporter des solutions sécurisantes et de qualité aussi bien pour nos clients particuliers que pour nos clients du B2B en maintenant une activité tout en préservant aussi la santé de nos collaborateurs. Notre engagement social n'était pas non plus délaissé. C'est un travail d'écoute et d'équipe qui nous a permis de faire face.»



Pour le directeur général d'Airtel Madagascar, l'humain reste au coeur des préoccupations de sa société.

Industrie de la beauté à Madagascar - Un nouveau filon pour les opérateurs

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 5 MARS 2021

Non négligeable. Au cours des cinq dernières années, les marques de produits de beauté «verte» se multiplient à vue d'œil à Madagascar. Elles sont aujourd'hui plus d'une dizaine de marques présentes sur le marché comme Soa, Rasoa Cosmetics ou encore Violet, alors que des années auparavant, c'était loin d'être le cas. Ces entreprises de cosmétique ont en effet su se faire une place au fil du temps dans un marché encore dominé par les produits importés. Elles se sont surtout démarquées grâce à leur touche «verte» garantissant des produits sains et d'origine naturelle. Ainsi, même si la majorité des acheteuses continuent encore actuellement d'utiliser les cosmétiques conventionnels et importés, elles plébiscitent de plus en plus vers les produits locaux et écologiques. Et cette marque de fabrique verte convainc les consommateurs. «Je suis une personne hypersensible que ce soit au niveau de la peau ou encore au niveau des cheveux. Je dois alors être très méticuleuse dans le choix de mes produits de beauté. Les produits importés sont bourrés de produits chimiques. Avant, le choix de produits naturels était limité, heureusement maintenant, j'ai l'embarras du choix. De plus, les marques locales élargissent leur gamme de produits. Je peux alors aujourd'hui trouver, tous les produits, ou presque, que j'ai besoin au quotidien» témoigne Jessica, une étudiante en Droit, à l'université d'Antananarivo. Et plusieurs consommatrices sont dans la même situation que Jessica.

Outre le contenu du produit, l'on a toujours reproché aux produits de beauté «Vita Malagasy» leur contenant. Ils n'étaient pas assez jolis et attractifs. Désormais, ils peuvent parfaitement rivaliser avec les produits importés. «Nous avons beaucoup investi dans le contenant de nos produits pour que les consommateurs soient conquis dès le premier regard. Mais c'est aussi une manière de montrer que l'industrie de la beauté malagasy est tout aussi capable de produits de



qualité tant sur le fond que la forme», explique la directrice d'une entreprise spécialisée dans les produits capillaires.

Exportation

Cette expansion de l'industrie de la beauté peut avoir de grandes répercussions sur l'économie du pays en termes de revenus et d'emplois, si elle s'étend à l'international. Aujourd'hui, le marché de la beauté fait face à une naissance d'une véritable conscience écologique, aux débats sur le parabène, les perturbateurs endocriniens et les ingrédients potentiellement cancérigènes. Il est alors l'un des plus impactés par la vague du «naturel» et la tendance du «mieux consommer». Une vague sur laquelle Madagascar peut aisément surfer vu qu'il a les matières premières nécessaires et le savoir-faire. L'Oréal, le leader mondial du secteur, vient même trouver ses ingrédients dans le pays comme le centella asiatica, une plante sauvage du pays, à l'origine d'un agent cicatrisant vendu par sa marque Roche Posay. Avec 80% de plantes endémiques, la Grande île pourrait alors faire des miracles avec ces produits de beauté écologiques.

En plus, d'ici 2024, le marché mondial des cosmétiques pourrait peser près de 863 milliards de dollars. En s'activant, les produits cosmétiques figureraient alors parmi les principaux produits d'exportation de Madagascar.

RN 9 : Une qualité irréprochable quatre ans après sa mise en service

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 5 MARS 2021

Les usagers de la RN9 sont aux anges. La portion reliant Toliara à Analamisampy d'une longueur de 107 km affiche encore une qualité irréprochable. Quatre ans après sa mise en service, la RN 9 n'accuse pratiquement aucune dégradation. Visiblement, l'entreprise chinoise de travaux, la China Railway 18th Bureau Group, a fait du bon travail. Et c'est toute l'économie de la région Atsimo-Andrefana qui en tire profit. En effet, la RN9 constitue actuellement un modèle de projet structurant pour le développement de Madagascar.

Cette route contribue à la fluidité de la circulation des biens et des personnes. Qui plus est, la RN9 facilite le transport des produits agricoles du Bas Mangoky. La RN9 facilite également la circulation vers les sites touristiques comme les stations balnéaires de renommée dont Ifaty et Mangily. Sur le plan social, on rappelle que China Railway 18th Bureau Group a réalisé des actions sociales auprès des villageois des communes concernées par le projet. Et ce dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale d'entreprise.

Nouvelle loi bancaire: les principales innovations apportées

ARH | LES NOUVELLES | 5 MARS 2021

La nouvelle loi bancaire, promulguée le 1er septembre 2020, s'inscrit dans la logique de la poursuite des réformes pour modifier l'environnement global du secteur financier à Madagascar. Dans une communication publiée le 3 mars, la « Banky foiben'i Madagasikara » (BFM) énumère les principales innovations. A priori, la loi n°2020-011 du 1er septembre 2020 vise la « transformation du secteur bancaire en un vecteur de développement économique par l'introduction d'une nouvelle catégorisation des établissements de crédit (banques, banques de développement, institutions de microfinance, établissements d'affaires, établissements d'épargne, établissements de crédit spécialisés) et par l'intégration des autres prestataires de services bancaires (établissements de monnaie électronique, bureaux de change...) ». Par ailleurs, il est question du « renforcement de l'inclusion financière par l'élargissement des offres de services financiers (affacturation,

crédit participatif, la distribution des produits d'assurance, les services financiers digitaux) et la facilitation de leur accès par des agents bancaires ». A cela s'ajoutent la « protection des consommateurs par le biais de la transparence des informations financières et d'un mécanisme de gestion des réclamations » et la « prévention de toute crise bancaire par la définition de mesures préventives et correctives ainsi que par la constitution d'un fonds de garantie dédié au remboursement partiel des déposants, alimenté par les contributions financières des établissements de crédit eux-mêmes ». Et non des moindres, la nouvelle loi bancaire prône la « promotion de la stabilité et de la solidité bancaire à travers le renforcement de l'indépendance et des pouvoirs de l'autorité en charge de la supervision, à savoir la Commission de supervision bancaire et financière (CSBF), matérialisé par la prise de mesures proactives dans la gestion des risques ».

Augmentation du coût du transport de marchandises: le prix du fret s'envole, les marchands luttent

TIANA RAMANOELINA ET EMRE SARI | LES NOUVELLES | 5 MARS 2021

C'est une conséquence du Covid peu visible du grand public. Mais qui donne déjà des nausées aux importateurs et aux commerçants. Les coûts du fret maritime et aérien ont fortement augmenté depuis le début de la crise du Covid-19, dans le monde entier. Toutes les marchandises et toutes les chaînes logistiques sont impactées.



Pour le fret aérien, la raison est que les transporteurs financent une partie des coûts avec le transport de passagers... partiellement arrêté depuis maintenant un an. Le prix avait fortement augmenté au début de la crise covid, avant de baisser légèrement et de monter en flèche de nouveau, en 2021, pour atteindre environ le double du niveau d'avant crise, de 3 dollars le kilogramme à 6 dollars (voir graphique).

Pour le fret maritime, les prix ont été multipliés par deux en moyenne dans le monde entier, passant de 2 000 à 4 000 dollars par container. Mais entre certaines destinations comme la Chine vers l'Europe du Nord, les tarifs sont passés de 2 000 à 8 000 dollars. Une multiplication par quatre.

Une des causes semble être une reprise forte et subite de la consommation occidentale alors que la production dans ces pays stagne toujours, après des mois de confinement dus au Covid-19. Les containers restent donc dans les ports européens et américains alors que les marchandises doivent partir d'Asie, qui elle, a redémarré la production. L'organisation interne des ports paraît aussi perturbée après des mois sans travail.

Exemple à Los Angeles, une des principales portes d'entrée des marchandises d'Asie sur le continent Nord-Américain "Les transporteurs maritimes ont submergé la capacité du port et du transport terrestre à gérer l'afflux de marchandises. Plus de 30 porte-conteneurs étaient ancrés à l'extérieur des ports voisins cette

semaine, attendant une semaine ou plus pour décharger", écrit Bloomberg, le 4 février.

Et il y avait encore 27 navires en attente, pour une durée moyenne d'une semaine, aux alentours du port, selon un article du 26 février du Los Angeles Times. "Faire passer [les marchandises] par Long Beach et d'autres ports, l'expédier aux clients, est un véritable défi en ce moment. Et ce n'est pas un problème de capacité de production ; c'est juste un problème de logistique", déclarait Andrew Rees, le directeur général de l'entreprise de chaussures Crocs Inc, cité par le journal.

Cette rareté des containers et la non fluidité de leurs déplacements provoque une pénurie qui fait donc augmenter leur prix mécaniquement.

Devant cette augmentation du coût du transport, les commerçants peuvent soit choisir de rogner leurs marges, soit augmenter les prix, soit passer sur d'autres segments d'activité. Et c'est précisément ce triple dilemme qui est en train de travailler les grossistes de Madagascar et qui risque de transformer l'économie.

Le secteur informel, particulièrement, risque d'être impacté. En effet, les biens vendus par des vendeurs de rue, les fripes, les outils, les jouets, les ustensiles, coûtent très peu cher. Et la demande de ces produits est très dépendante du prix car ils sont destinés à des gens avec de très faibles revenus, qui en plus, ont encore connu une baisse de leurs ressources avec la crise du Covid-19. Ces biens ne sont donc

rentables que dans un monde avec des coûts de transport faibles...

Nous sommes allés interroger deux grossistes pour nous rendre compte de la réalité... Lanto distribue des vêtements venant de Chine. "C'est très délicat, le fret devient rare et cher par-dessus tout, regrette-t-elle. Nous avons dû suspendre toutes nos commandes pour le moment."

Elle vit pour le moment sur les stocks. "Une fois ces stocks épuisés, c'est là qu'on pensera à faire venir des nouveaux produits et d'ailleurs on ne sait pas trop comment on va faire", poursuit-elle.

Elle insiste encore sur l'année passée difficile... "Il ne faut pas oublier qu'en 2020, une année entière a été gâchée : on ne vendait rien. Et même si aujourd'hui, l'heure est à la reprise, les clients se font encore rares : c'est à peine si on gagne 200 000 ariary en une semaine. Et on ne peut pas se permettre de brader les produits à petit prix non plus."

Un autre grossiste, Rakoto, qui vend des rideaux et des articles de décoration pour maison, a préféré s'allier avec d'autres commerçants pour diluer le prix du fret. "Désormais, louer un conteneur peut coûter jusqu'à 5 000 dollars contre 2 000 dollars avant, chiffre-t-il. Alors, avec quelques amis opérateurs, on partage les frais. La conséquence : bien entendu, c'est la quantité des produits qui diminue. Mais contrairement à ceux qui vendent des vêtements, les clients sont au rendez-vous."